

Amérique latine / Brésil

Intérêts contradictoires

Le concept de réserve d'extraction marine offre apparemment plus d'avantages pour les populations locales que d'autres systèmes de protection de l'environnement. Mais pour cela il faudrait résoudre auparavant un certain nombre de problèmes.

Par Regina Célia Di Ciommo, Laboratoire d'écologie humaine et d'ethno-écologie, Université fédérale de São Carlos, Brésil

Depuis 1989, le Brésil expérimente un nouveau type de partenariat en matière d'exploitation et de préservation des ressources naturelles. Il s'agit des *Reservas Extractivistas* (RESEX). Dans cet article, il sera question de la réserve extractive de Ponto do Corumbau, située sur la Costa do Descobrimento, à 800 km au sud de Salvador, la capitale de l'Etat de Bahia. Dans cette région se trouvent les restes de la Mata Atlântica (paysages de mangroves et de récifs coralliens) classés au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1999.

La RESEX de Corumbau a été créée en septembre 2000 à l'initiative de pêcheurs artisans de neuf communautés différentes. Il s'agissait de protéger la région des prédatations perpétrées par des bateaux industriels et qui mettaient en danger les stocks de crevettes.

Des droits d'usage sont officiellement accordés aux pêcheurs traditionnels du littoral, soit 484 inscrits, appartenant à ces communautés. Ils sont pour cela regroupés en trois associations. Le décret instaurant la RESEX de Corumbau précise que « son objectif est d'assurer l'exploitation durable et la préservation des ressources naturelles renouvelables dans lesquelles les populations locales effectuent traditionnellement des prélèvements ». Des instituts de recherche et des services publics fournissent un appui essentiel pour la bonne marche du projet.

Les travaux d'Alpina Begossi en Amazonie estiment que les réserves extractives présentent, par rapport à d'autres approches, des aspects intéressants en matière d'organisation politique, de progrès social et écologique. Mais on n'en est pas encore là à Corumbau.

Dans cette réserve, les populations sont isolées à cause de l'état des routes et des ponts, et il n'y a pas d'électricité. Les gens ne peuvent donc pas participer

comme il faudrait aux processus décisionnels. Les femmes sont peu présentes pour diverses raisons, notamment les contraintes de la maternité et les traditions qui freinent la libre expression en public et empêchent d'avoir une bonne connaissance des sujets traités.

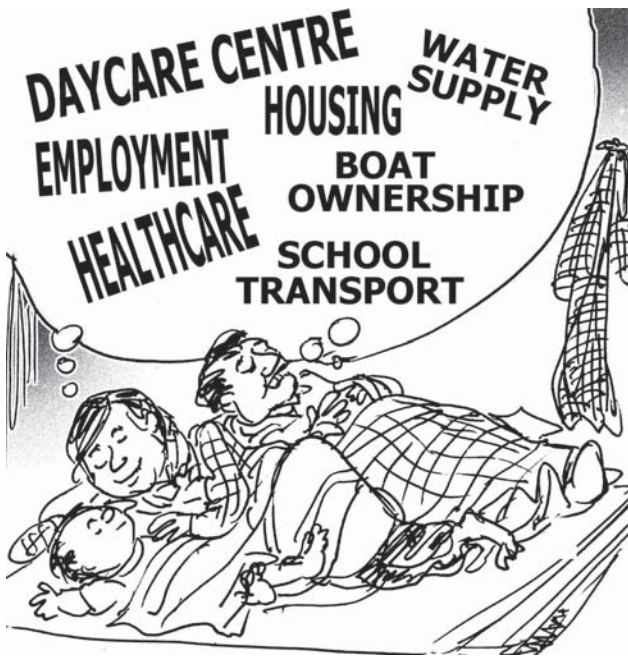
Dans la réserve extractive, il y a la terre et la mer. Mais c'est seulement en mer que la population a un droit d'usage, pas dans leur environnement à terre. Et c'est là qu'il y a des problèmes. En mer, la ressource est propriété collective, de par la loi, tandis qu'à terre c'est la propriété privée et le droit commercial qui s'appliquent. A terre donc, ceux qui ont un poids économique certain (dans le tourisme en particulier) exercent une influence considérable.

Ces opérations alimentent une spéculation croissante sur le foncier. Les habitants traditionnels de la zone se voient contraints de vendre leur logement à vil prix et de partir là où il n'existe aucune infrastructure et où l'aide publique ne parvient pas. Comme il existe une privatisation rampante du front de mer et de son usage, les populations locales ont plus de mal à accéder à la mer. Cela entraîne une perte progressive des us et coutumes et finalement l'éviction des communautés de pêcheurs du rivage.

Afin de promouvoir la participation effective des diverses parties prenantes, en particulier des femmes, à la gestion de la réserve, confrontée aux changements imposés par le tourisme, il a été organisé une enquête participative sensibilisée aux questions de genres (PAGP). On a fait appel pour cela à des techniques et des outils préconisés par l'UICN.

Le présent article traite particulièrement des résultats de deux ateliers PAGP: *Rain of Dreams* (pluie de rêves) et *What hurts most* (ce qui fait le plus mal). Le premier visait à identifier les aspirations essentielles des hommes et des femmes quant aux améliorations envisagées sur le plan personnel, communautaire et environnemental. Le second a tenté de repérer les problèmes critiques et de comprendre leurs répercussions sur les hommes et les femmes dans leur vie personnelle, familiale et publique.

En tout 118 femmes et 17 hommes ont participé à ces ateliers. La présence restreinte des hommes limite sans doute les possibilités pour une analyse coopérative, mais on a pu cependant mettre en évidence les relations de pouvoir entre hommes et femmes au sein des communautés. Sont également apparues des priorités différentes, les femmes étant plus soucieuses de trouver un équilibre entre leurs tâches productives et leur rôle reproductif. Elles ont



exprimé leurs préoccupations quant à la santé de leurs enfants, au manque de soins médicaux dans les communautés, au manque d'eau potable. Elles rêvaient de garderies pour les enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, de travail et de revenus permettant d'améliorer leur autonomie financière et leur contribution au bien-être de l'ensemble de la famille. Les participantes ont fait remarquer qu'il existe de nombreuses possibilités pendant les saisons touristiques, que les garderies seraient très utiles pour beaucoup de femmes.

Les hommes espéraient parvenir à de meilleures conditions de travail, devenir propriétaire du bateau, pouvoir disposer de transports publics. En général les hommes rêvent d'une amélioration de la production.

Le manque de soins médicaux est considéré aussi bien par les hommes que les femmes comme un problème majeur. Vient ensuite les difficultés de la scolarisation. Beaucoup de papas rêvent de transport scolaire car leurs enfants doivent se rendre à l'école de jour ou à des cours du soir dans un autre village. Les femmes ont dit qu'elles étaient très exposées à la violence, qui peut prendre diverses formes et qui est rendue plus insupportable du fait de leur dépendance financière vis-à-vis du mari.

Les hommes et les femmes ont signalé qu'il n'existe pas d'associations ou d'autres structures communautaires, et attiré l'attention sur les problèmes résultant de l'absence ou l'insuffisance des politiques locales en matière de logement, de santé infantile, d'adduction d'eau, de création d'emplois... Les

femmes ont cité plus particulièrement d'autres facteurs générateurs de désarroi : absence ou perte de son propre logement, pas d'adduction d'eau, deuil, solitude imposée par les distances ou le manque de soutien familial.

Nous avons utilisé le mot *communauté* avec précaution car les rapports de force entre divers groupes sociaux empêchent de considérer la communauté comme une unité homogène où règnent cordialité et esprit de coopération. Des conflits profondément enracinés n'apparaîtront probablement qu'avec le temps, à mesure que le projet se déroule. Il est certain cependant que les ateliers sur les rêves et les pénibles réalités dans la RESEX de Corumbau sont parvenus à mettre en évidence des problèmes sérieux qui ont forcément des répercussions sur la qualité de la vie des communautés : logement, éducation, eau, électricité, état psychologique, désespoir, violence, alcool, drogue... Curieusement cette « rusticité » fait aussi partie de l'attraction touristique.

Ce sont les femmes qui portent le plus lourd fardeau. Dans ces conditions, accomplir toutes les tâches quotidiennes devient de plus en plus difficile, de plus en plus pénible. Il faut aussi parler de la construction de routes. Sur ce sujet, les populations locales et les associations écologistes conservationnistes sont en conflit. La construction d'une route peut être source de menaces pour la région car elle pourrait faire apparaître un tourisme de masse générateur d'effets préjudiciables à l'environnement et aux traditions.

Les enquêtes réalisées ont mis en lumière les contradictions qui existent entre la création d'une aire protégée en vue de préserver un écosystème marin et les droits et intérêts des populations locales. Les mesures particulières relatives à l'aire protégée marine doivent aussi prendre en compte la complémentarité terre-mer et hommes-femmes dans les moyens d'existence de la population.

Les responsables du développement et de la gestion des RESEX devront trouver un juste équilibre entre les intérêts divers et contradictoires des parties concernées. Dans un souci de durabilité, il est particulièrement important de définir des règles pour encadrer les activités touristiques et la répartition des profits qu'elles génèrent, d'une part, mais aussi freiner l'expansionnisme d'autres intervenants économiques dans la région, en particulier la spéculation foncière.

Cela doit s'accompagner d'une participation régulière de la population à la gestion des RESEX, en veillant à la parité hommes-femmes. Ainsi les communautés

pourraient, via cette approche participative, renforcer leurs positions et être capables d'améliorer les conditions de vie des habitants et contribuer efficacement à la préservation de la biodiversité des écosystèmes.

*Pour contacter Regina, taper:
rdiciommo@linkway.com.br*